

A quand l'accès universel à l'énergie (page 3)



Seulement 12% de la population a accès à l'énergie. La raison est que le pays dispose d'une faible capacité énergétique nationale estimée à plus de 90 MW pour plusieurs raisons, entre autres la faible performance de la Regideso etc. Pourtant, des efforts sont en train d'être déployés par le gouvernement et ses partenaires pour booster cette capacité jusqu'à plus de 490 MW en 2030.

COMMERCE



Produits de première nécessité

Les consommateurs ne savent pas à quel point se vouer (page 4)

ACTUALITE REGIONALE



Actualité régionale

Nouvelle hausse des prix du carburant en Tanzanie (page 5)

SOCIETE



Eglises

Un paradoxe qui nuit à la cohésion sociale (page 7)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Un remaniement prévisible



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication.

de leurs fauteuils. Le lendemain, les nouveaux ministres ont presté serment jurant fidélité à la Charte de l'Unité Nationale, à la Constitution de la République et à la loi.

Sans surprises, quatre ministres viennent de perdre leurs postes. Le remaniement était ressenti au niveau de l'opinion. Ces dernières semaines ont été très chargées pour les élus députés. Les membres des commissions parlementaires ont examiné de fond en comble les dysfonctionnements qui minent les institutions publiques. Des séances de questions orales ont été organisées par les deux chambres du parlement cours desquelles les députés ont posé sans faux fuyants des questions qui reflètent les préoccupations des citoyens.

Le président du Sénat s'est même interrogé pourquoi dans notre pays la culture de démission a disparu.

En date du 19 septembre 2023, la ministre de la santé déchu, Sylvie Nzeyimana n'a pas rassuré devant le parlement. Elle n'a pas pu convaincre les députés sur l'exode massif des médecins, les mauvaises prestations dans les structures de soins, l'état des lieux du projet de création d'une unité de soins sur chaque colline ou encore la réglementation des pharmacies. Le président de l'Assemblée Nationale lui a proposé de limoger immédiatement son inspecteur de la santé pour incompétence.

Il s'agit d'une nouvelle donne dans la gouvernance du pays. L'heure

des abus d'autorité est-elle révolue ? En tout cas, il y a lieu d'espérer un changement positif allant dans le sens de renforcer la culture de la redevabilité, un des piliers de la bonne gouvernance.

La transparence, la responsabilité, l'obligation de rendre compte de ses actes, la participation et la capacité de répondre aux besoins de la population constituent les fondements d'une démocratie réussie. Ceux qui occupent les postes de responsabilité doivent toujours avoir à l'esprit qu'ils ont des comptes à rendre à ceux qui les ont mandatés (les citoyens). Ainsi, ils doivent travailler pour l'intérêt général dans la transparence absolue et faire participer les citoyens.

Cela nous renvoie à la notion de gouvernance économique. Celle-ci implique la gestion des politiques économiques telles que la fiscalité, la réglementation, la politique monétaire, la politique commerciale, la politique d'investissement... Bref, le public a besoin d'être informé sur l'allocation des ressources budgétaires et leur utilisation efficiente. Aujourd'hui plus qu'hier, la population a besoin des programmes à résultats concrets. L'action gouvernementale doit s'inspirer des problèmes réels pour apporter des solutions durables sur l'extrême pauvreté, l'accès aux soins de santé, la malnutrition, le chômage, pour ne citer que ceux-là

C'est par décret présidentiel lu à la télévision nationale que les ministres en charge de la santé, de l'agriculture, de la jeunesse et sport et celui de la fonction publique ont été éjectés

5 octobre: Journée mondiale de l'enseignant

Le manque des enseignants pris de l'ampleur après le renvoi à la retraite de plus de deux mille enseignants. Ce qui fait que les élèves ne reçoivent pas bien les enseignements. Cela a été indiqué par Antoine Manuma, président de la Fédération Nationale des Syndicats du Secteur de l'Enseignement et de l'Education du Burundi (FENASEEB) à l'occasion de la célébration de la journée mondiale dédiée à l'enseignant qui a lieu le 05 octobre de chaque année.

Le Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Burundi (STEB) déplore que le gouvernement interdise la retenue à la source des cotisations des enseignants ; une mesure qui constitue une entrave au fonctionnement des syndicats. Pour cela, il suggère que le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) devrait se mettre à l'heure pour jouer l'intermédiaire entre le gouvernement et les syndicats des enseignants en vue du respect des droits des enseignants.

Selon la (FENASEEB), il est nécessaire que l'Etat augmente le budget destiné aux enseignants et que ces derniers reçoivent les moyens suffisants pouvant les aider à donner une éducation de qualité aux enfants du pays.

Expo2023 Doha : une occasion pour promouvoir la culture et le tourisme burundais



Le Burundi participe à l'Expo2023 au Qatar en cours depuis lundi le 2 octobre 2023 au 28 mars 2024. La délégation burundaise est conduite par le ministre en charge du commerce et du tourisme Marie Chantal Nijimbere. La participation du Burundi a commencé par les cérémonies marquant la célébration de la Journée Nationale dédiée au Burundi (Burundi country day) qui ont eu lieu mercredi le 4 octobre 2023 en présence de la diaspora burundaise vivant à Doha.

«La présence du Burundi à cette exposition vise à renforcer les liens d'amitié et la coopération qui existent entre nos deux pays», a indiqué la ministre Marie Chantal Nijimbere. Ces cérémonies ont été agrémentées par les clubs culturels burundais, notamment le club des tambourinaires de Gishora et le club de la danse Akayazwe. Dans la continuité de cette Journée Nationale dédiée au Burundi, il a été organisé ce jeudi le 5 octobre 2023 un forum économique du Burundi en vue d'échanger sur les opportunités d'investissement que possède notre pays. L'exposition a été aussi l'occasion de déguster le café et le thé du Burundi.

France : Panique autour des punaises de lit



Depuis quelques jours, on parle du phénomène des punaises de lit en France. De nombreux cas ont été signalés dans les hôpitaux, les transports en commun, les cinémas, ... Ces insectes qui se nourrissent de sang humain sèment un vent de panique dans ce pays.

1200 élèves et 150 professeurs du lycée Elisa-Lemonnier à Paris(XIIe) ont décidé de ne pas démarrer la journée de cours ce jeudi matin, après la découverte de ces insectes dans plusieurs endroits de l'établissement, lit-on sur le Parisien. Le débat sur ces insectes nuisibles et leur prolifération fait le gros titre en France, mais les journalistes étrangers scrutent, eux aussi, la situation.

D'après France info, les activités de désinfection ont augmenté de 65% cet été par rapport à l'été dernier. Ces chiffres ont été communiqués par la chambre syndicale de désinfections, désinsectisation, dératisation et portent sur la période allant de juin à août 2023.

Le gouvernement français prévoit une réunion interministérielle ce vendredi sur la question des punaises de lit.

BurundiEco
Médiasociété socio-économique gratuite

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 06 Octobre 2023

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2820	2866
Euro	2972	3020
Shi. Kenyan	18,9638	19,2697
Shi. Tanzanien	1,1261	1,1443
Shi. Ougandais	0,7532	0,7654
Fr Rwandais	2,3176	2,3550

Quand le secteur de l'énergie vacille

Seulement 12% de la population a accès à l'énergie. La raison est que le pays dispose d'une faible capacité énergétique nationale estimée à plus de 90 MW pour plusieurs raisons, entre autres la faible performance de la Regideso, le manque de financements, la vétusté du réseau, etc. Pourtant, des efforts sont en train d'être déployés par le gouvernement et ses partenaires pour booster cette capacité jusqu'à plus de 490 MW en 2030

L'accès à l'énergie reste problématique au Burundi. « Seulement 12% de la population a accès à cette denrée d'une importance capitale pour le développement. Parmi cette proportion, seulement 4% qui ont accès à l'énergie sont des ménages ruraux », a indiqué mardi le 3 octobre 2023 Martin Ndayizeye, directeur général de l'énergie dans un débat sur l'accès à l'énergie renouvelable au Burundi.

Selon lui, la raison est que la capacité énergétique nationale est insuffisante. Le pays ne dispose que d'une capacité énergétique nationale de 91,5 MW dont 15 MW sont importés. Pourtant, avec la réalisation des projets en cours, l'objectif est de totaliser une puissance de plus de 490 MW jusqu'en 2030, précise Ndayizeye.

Déjà, il explique qu'il pourra y avoir une capacité additionnelle de 110 MW d'ici 2025 et de 293 MW d'ici 2030. Ce cadre du ministère en charge de l'énergie fait savoir que la vision du gouvernement est de permettre à ce que 100% de la population ait accès à l'énergie d'ici 2040.

Il tranquillise alors les investisseurs privés qui se lamentent du fait que le manque d'énergie suffisante leur cause beaucoup d'ennuis.

Le cadre réglementaire du secteur de l'énergie est en cours de révision

Il a souligné que le Burundi a l'objectif d'atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Et pas mal d'actions sont en train d'être menées pour gagner le pari. Le cadre réglementaire du secteur de l'énergie est en cours de révision pour attirer les investisseurs privés, explique-t-il. Ce nouveau cadre légal ouvre désormais les portes à l'énergie renouvelable.



Ibrahim Uwizeye, ministre en charge de l'énergie : «Le pays est aussi en train de multiplier les projets de construction des centrales hydro-électriques nationales et régionales. Les lignes de transport et de distribution de l'énergie électrique à travers tout le pays sont aussi en train d'être installées».

Ibrahim Uwizeye, ministre en charge de l'énergie ajoute que le pays est aussi en train de multiplier les projets de construction des centrales hydro-électriques nationales et régionales. Les lignes de transport et de distribution de l'énergie électrique à travers tout le pays sont aussi en train d'être installées.

Il renchérit que le pays est aussi en train d'attirer le secteur privé à participer dans la construction des centrales électriques, de développer l'électrification rurale en utilisant les technologies qui sont à jour et de mettre en place des projets d'efficacité énergétique.

Des chantiers de construction des centrales hydro-électriques et des lignes électriques d'interconnexion régionale ont été lancés, poursuit-il.

Concernant le projet Rusumo falls, les travaux ont été finalisés. «Nous attendons incessamment l'énergie produite par cette centrale hydroélectrique avant la fin de cette année 2023. L'achèvement des travaux et la mise en service de la centrale KABU 16 de 20 MW sont attendus en 2024», indique-t-il.



Juliette Besnard, spécialiste en énergie au sein de la Banque Mondiale : «Je suggère le renforcement de la gouvernance dans le secteur de l'énergie et l'amélioration de la performance opérationnelle et financière de la Regideso».

Vers l'interconnexion avec la centrale Renaissance de l'Éthiopie

Selon toujours lui, l'interconnexion avec la centrale Renaissance de l'Éthiopie est déjà une réalité du fait que la ligne d'écoulement de cette énergie qui va relier le Rwanda et le Burundi via les postes de Ngozi et de Zege est déjà en cours de construction. Le Burundi compte aussi se raccorder au réseau de la Tanzanie pour tirer profit de la centrale hydro-électrique de 2000 MW en cours de construction en Tanzanie, argue Uwizeye. Les études de la ligne qui acheminera cette énergie au Burundi doivent être finalisées pour entamer les procédures de mobilisation des fonds pour sa construction. Le ministère en charge de l'énergie est appelé à conclure le memorandum d'entente avec la Tanzanie sans tarder.

Afin de permettre l'évacuation de l'énergie qui sera générée par ces nouvelles unités de production, il

s'avère nécessaire d'investir dans le réseau électrique de transport et de distribution de l'énergie, confie Uwizeye. C'est le cas du projet «Weza Power» qui, une fois validé, permettra d'accroître l'accès à l'électricité à plus de 70% de la population.

L'interconnexion avec les pays de la sous-région permettra la disponibilité d'une énergie suffisante et moins cher. Uwizeye demande aux partenaires et aux gestionnaires du projet Ruzizi 3 d'accélérer les procédures de mise en œuvre afin que la ligne en cours de construction puisse entrer en service très tôt.

Quid des défis auxquels le secteur énergétique est confronté ?

Malgré ces actions, le gouvernement fait remarquer que ce secteur est émaillé de pas mal d'embûches. Le réseau électrique est dans un état de vétusté inouïe. Les financements restent insuffisants. Et la régie de production et de distribution de l'eau et de l'électricité «la Regideso» est fragile et est caractérisée par une faible performance opérationnelle et financière.

La structure tarifaire de cette

entreprise est inadéquate. Et d'ajouter d'importantes pertes techniques et commerciales sur le réseau principal, le manque de planification stratégique et un environnement défavorable au secteur privé.

Que recommande la Banque Mondiale ?

Juliette Besnard, spécialiste en énergie au sein de la Banque Mondiale suggère le renforcement de la gouvernance dans le secteur de l'énergie. Et d'ajouter l'amélioration de la performance opérationnelle et financière de la Regideso. Un autre axe à améliorer est d'assurer la soutenabilité des tarifs vis-à-vis des coûts de production et de prévoir un ajustement des tarifs pour attirer le secteur privé.

Notons que le secteur de l'énergie occupe une place prépondérante dans le développement socio-économique du pays.

Jean Marie Vianney Niyongabo



Martin Ndayizeye, directeur général de l'énergie : « L'accès à l'énergie reste problématique au Burundi. Seulement 12% de la population a accès à cette denrée d'une importance capitale pour le développement ».

Production commerciale de l'orge au Burundi, Un début prometteur

La première production commerciale de l'orge au Burundi aura été celle de la découverte de sa potentialité, des récoltes, et surtout une expérience enrichissante du côté des agriculteurs et la BRARUDI, instigateur de cette culture. Les agriculteurs ont beaucoup appris sur la pratique de cette culture nouvellement introduite et se disent impatients pour la prochaine saison pour plus de succès



Rares sont les cultures qui ont été introduites au Burundi pour la première fois et offrir autant de promesses aux agriculteurs. "J'ai obtenu une récolte de 2,3 Tonnes d'orge en Juillet alors que c'était ma première plantation" se réjouit Batungwanayo Jean Paul, un des agriculteurs de l'orge dans la province de Mwaro. "Obtenir une telle récolte sur le premier coup m'encourage à continuer. Lors de la prochaine saison, avec certaines améliorations, la récolte sera probablement abondante" renchérit-il.

En effet, 1839 producteurs d'orge dont 1400 regroupés au sein de 14 coopératives avaient collaboré avec la BRARUDI dans le but de lui fournir de l'orge, nécessaire dans la production de certaines boissons, l'une des preuves bien révélateur

de l'engouement que cette culture a suscité auprès de la population locale.

"L'orge est une culture de rotation qui donne un très bon rendement après la culture de la pomme de terre en saison. L'orge pousse bien sur un terrain déjà corrigé et un terrain cultivé pendant au moins 3 saisons" s'enthousiasme, Fleury Harushingiro, le responsable-adjoint du développement des matières premières locales à la Brarudi (Local raw materials development support).

Pour réunir tout ce nombre, la BRARUDI a consenti des fonds significatifs dans la recherche de variétés adaptés au Burundi en collaboration avec l'ISABU. Elle a par ailleurs investi dans la

formation des producteurs afin de développer la pratique agricole de la culture de l'orge. Elle a appuyé dans l'encadrement des producteurs et des coopératives qui cultivent cette culture, a distribué des semences à crédit au début de la saison culturale, sans oublier l'octroi des emballages comme les sacs après la récolte. Dans le but de production, Et la question du retard de paiement des productions ne s'est jamais posé car la Brarudi a mis en place un outil de digitalisation pour faciliter les paiements aux producteurs le jour de la récolte.

Des pratiques plus adaptées au changement climatique

Cependant tout n'a pas été rose au

cours de cette saison culturale qui s'est achevée (B 2023), quelques défis se sont invités dans la production, le plus majeur étant celui du climat. "Le changement climatique a affecté la production de cette saison, elle n'est pas satisfaisante car on n'a pas obtenu la récolte escomptée. La gestion post-récolte génère encore pas mal de pertes. Nous comptons rectifier le tir dans la prochaine saison (B2024) en adoptant des pratiques culturales adaptées au changement climatique et en introduisant de petites batteuses mécaniques" explique Harushingiro

Malgré cette contrainte climatique, la Brarudi ne compte pas en rester là, elle souhaite appuyer les cultivateurs de cette céréale et étendre davantage la culture de

l'orge dans les provinces où elle est déjà introduite. Elle est cultivée dans les Provinces de Bururi, Mwaro, Muramvya, Bujumbura Rural, Muramvya, Kayanza, Rumonge (Commune Burambi), et Gitega (Commune Ryansoro)

Et pour augmenter la production de cette culture, la Brarudi a déjà prévu quelques solutions à mettre en place. L'extension et l'intensification de l'orge à grande échelle figurent en premier lieu ainsi que faciliter la mécanisation de l'agriculture. Parmi d'autres mesures envisagées, l'introduction et la vulgarisation de petites batteuses mécaniques, rendre plus accessibles les intrants agricoles et l'accès au financement, continuer à faire les recherches, identifier des partenaires qui peuvent contribuer au développement de la chaîne de valeur orge durable au Burundi, et renforcer la collaboration avec les organisations des producteurs.

Dans un avenir proche, cette culture pourra générer beaucoup de revenus aux agriculteurs et réduire l'importation des matières premières. "Très important dans la production des boissons à la Brarudi, l'orge cultivé localement va contribuer au développement des communautés et de tout le pays" conclut le responsable du développement des matières premières locales adjoint.

COMMERCE

Hausse des prix des produits de première nécessité

Les consommateurs ne savent pas à quel saint se vouer

Les habitants de la municipalité de Bujumbura lancent un cri d'alerte suite à la hausse inquiétante des prix des produits de première nécessité. Ils déplorent que les prix dépassent de loin leurs revenus. Ils demandent à l'Etat de prendre des mesures visant la réduction du niveau de l'inflation



Les habitants de la municipalité de Bujumbura lancent un cri d'alerte suite à la hausse inquiétante des prix des produits de première nécessité.

La hausse des prix des denrées alimentaires fait paniquer les habitants de la municipalité de Bujumbura. Cela ressort de la visite effectuée lundi le 2 octobre 2023 par un reporter du journal Burundi Eco au marché Ngagara II dit Cotebu.

Le prix d'un kg de riz de dernière qualité est passé de 3500 FBu à 3700 FBu juste pour une période qui ne dépasse pas deux semaines. Celui du riz de qualité moyenne est passé de 3800 FBu à 4000 FBu.

Le prix d'un kg de haricot de type Kinure est passé de 2700 FBu à 3100 FBu quand celui de haricot de type Kirundo est passé de 2500 FBu à 2900 FBu.

Un kg de grains de maïs s'achète à 2200 FBu contre 2000 FBu au cours des deux dernières semaines.

Le prix d'un kg de pommes de terre est passé de 1200 FBu à 1400 FBu lorsque celui d'un kg d'oignons blancs est passé de 2800 FBu à 3200 FBu.

Des prix élevés même à Rubirizi

Le même calvaire prévaut dans la zone Rubirizi de la commune Mutumbuzi dans la province de Bujumbura. Les prix des denrées

alimentaires sont très élevés comme on le constate au marché de cette zone.

Les consommateurs tirent la sonnette d'alarme. «Nous sommes dans une situation catastrophique car les prix des denrées alimentaires montent du jour au jour contrairement aux salaires. Il y a un grand déséquilibre entre les revenus des ménages et le niveau de l'inflation», déplore Marc Nimenya, un cinquantenaire habitant la commune Ntakangwa.

La détaxation, une stratégie pour réduire les prix

Ils demandent au gouvernement de prendre des mesures qui allègent la souffrance de la population. C'est à titre illustratif la détaxation de des produits alimentaires.

Les commerçants contactés expliquent les raisons de cette hausse des prix. Jeanne Niyonkuru, âgée de 35 ans exerçant le commerce des produits alimentaires indique que cela est lié à l'offre et à la demande. «Nous nous approvisionnons à l'intérieur du pays. Et le constat est que ces produits s'y observent en petite quantité. S'il n'y en a pas en quantité suffisante, la conséquence est que le prix monte», précise-t-elle.

En plus de cela, la quarantenaire Chantal Congera qui exerce le commerce de ces produits évoque la hausse du carburant et du ticket de transport par l'Etat comme motifs de cette surinflation. Selon elle, la hausse du prix du carburant influe automatiquement sur celle du prix des autres produits.

Les primes d'assurance automobile récemment revus à la hausse de façon inquiétante ne font pas exception. C'est un élément qui vient pour aggraver la situation, déplore-t-elle.

Ces commerçants ajoutent à cette panoplie de raisons la volatilité inquiétante du taux de change. Les devises deviennent de plus en plus chères alors que plus de 70% des importations sont couvertes par le marché de change parallèle. Et cela s'observe au moment où plus de 35% des denrées alimentaires sont importées pour satisfaire la demande.

Qu'en dit l'Olucome ?

Selon Gabriel Rufyiri, les prix continuent à augmenter, car la loi de l'offre et de la demande est en

déséquilibre. Comme la demande est très forte alors que l'offre est faible, c'est évident que les prix continuent à augmenter en flèche, argue-t-il.

Il recommande l'augmentation de la production pour au moins équilibrer l'offre et la demande. « Quand il n'y a pas de production suffisante, les prix augmentent automatiquement. Il faut alors moderniser l'agriculture, libérer et étendre les espaces arables, rendre disponible les fertilisants en quantité suffisante pour augmenter la production», recommande-t-il.

Booster la production pour réduire les prix

L'association burundaise des consommations affirme aussi que le taux élevé d'inflation est un casse-tête. Selon Pierre Nduwayo, président de l'Abuco, l'augmentation de la production est une voie efficace pour inverser la tendance.

Le ministère ayant le commerce dans ses attributions affirme que la production locale ne peut pas satisfaire la demande. Ces derniers jours, devant les représentants du peuple, Chantal Nijimbere, ministre ayant le commerce dans ses attributions a précisé que le pays est contraint de procéder à l'importation d'une certaine quantité de denrées alimentaires pour venir à bout de cette impasse. Dans ce sens, il demande à la population de redoubler d'efforts pour booster la production.

Notons que le taux d'inflation du mois d'août de cette année est estimé à 28,8% par la Banque de la République du Burundi.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Actualité régionale : Nouvelle hausse des prix du carburant en Tanzanie

Les prix du carburant en Tanzanie ont augmenté pour le quatrième mois consécutif. Au Kenya, l'État interdit l'importation du maïs et du blé pour protéger le marché local alors que le Burundi doit mobiliser des efforts d'assainissement budgétaire axés sur la croissance. Le lauréat du prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle en République démocratique du Congo



L'augmentation des prix du carburant a été aggravée par des facteurs mondiaux, les prix mondiaux du carburant ayant grimpé en flèche de 4,21%.

L'Autorité de régulation de l'énergie et des services d'eau de la Tanzanie (Ewura) a annoncé le 3 octobre 2023 les nouveaux prix du carburant. À Dar-es-Salaam, un litre d'essence coûte désormais 3281 shillings. Les prix du kérosène ont également augmenté, le litre coûtant maintenant 2 943 shillings.

Ewura attribue cette hausse des prix à un certain nombre de facteurs, notamment la hausse des prix mondiaux du carburant, l'augmentation des frais d'exportation, la réduction de la production du pétrole des pays de l'OPEP + ainsi que les sanctions économiques imposées à la Russie par les pays occidentaux.

« L'augmentation des prix du carburant a été aggravée par des facteurs mondiaux, les prix mondiaux du carburant ayant grimpé en flèche de 4,21%, mettant ainsi à rude épreuve les frais d'exportation qui ont augmenté de 17% pour l'essence, de 62% pour le diesel et de 4% pour le kérosène », a déclaré Ewura dans un communiqué.

L'augmentation du prix du carburant est une mauvaise nouvelle pour les automobilistes tanzaniens, qui ont déjà du mal à faire face au coût élevé de la vie. Il est également probable que cela entraînera une hausse des prix des biens et des services, car les entreprises répercuteront l'augmentation des coûts de transport sur les consommateurs, prédit The EastAfrican.

Burundi : un assainissement budgétaire pour sortir du marasme économique

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les efforts

d'assainissement budgétaire axés sur la croissance aideront le Burundi à surmonter les difficultés économiques actuelles. Les dépenses courantes de l'Etat sont en nette augmentation tirées par les salaires et les subventions. Le pays devrait mobiliser des efforts pour réduire son déficit budgétaire tout en renforçant la collecte des recettes pour générer une croissance plus forte cette année.

Dans un communiqué publié après un examen de la performance du Burundi dans le cadre de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) de 271 millions de dollars sur 38 mois approuvé en juillet, le prêteur a déclaré que les dépenses budgétaires contrôlées et d'autres réformes macroéconomiques contribueraient à accélérer sa croissance malgré de multiples défis.

« La croissance économique devrait s'accélérer légèrement en 2023, tirée par les secteurs secondaire et tertiaire, alors que l'économie burundaise continue de se redresser », a déclaré le chef de mission du FMI au Burundi, Mme Astou Diouf.

De multiples défis font actuellement dérailler la reprise économique au Burundi et le coût de la vie continue à être relativement élevé par rapport à la plupart des économies du monde, qui ont

commencé à rebondir après les chocs occasionnés par la guerre en Ukraine et les crises pandémiques, lit-on dans The Daily Nation.

Le retard des précipitations vers la fin de l'année dernière a accéléré l'inflation alimentaire dans le pays, qui a été exacerbée par les problèmes structurels de la chaîne d'approvisionnement dus aux pénuries de carburant cette année en raison de devises étrangères limitées, a déclaré le FMI. Les réformes visant à réduire les dépenses budgétaires et à accroître les recettes ainsi que le resserrement monétaire de la Banque de la République du Burundi (BRB) comme recommandé dans le cadre du mécanisme FEC devraient freiner l'inflation et stimuler l'activité économique. « La gouvernance et les réformes structurelles garantiront un environnement des affaires propice à une croissance inclusive et dirigé par le secteur privé », a déclaré Mme Diouf.

Le Kenya impose des restrictions aux importations des céréales

Le président William Ruto a suspendu la délivrance de nouveaux permis pour importer les céréales, notant que son administration ne reviendrait sur sa décision que si le pays faisait face à une pénurie.

Le chef de l'Etat a déclaré que le gouvernement a déjà prévu un montant de 4 milliards de shillings pour acheter du maïs aux agriculteurs au cours de cette saison, car la plupart d'entre eux commencent à récolter avant les pluies attendues d'El Niño.

« Aucun permis ne sera délivré aux meuniers pour importer le blé ou le maïs. Il s'agit de protéger nos agriculteurs contre les fluctuations des prix sur le marché », a déclaré le Dr Ruto à State House, à Nairobi, lorsqu'il a rencontré une délégation des comtés de Narok et de Samburu.

Le gouvernement est déterminé à mobiliser les produits à des prix compétitifs. Il a révélé que le gouvernement fournira des séchoirs et supprimera les frais de séchage pour réduire les pertes après la récolte. « Les installations de séchage permettront aux agriculteurs qui ne sont pas prêts à vendre leurs produits à l'Office national des céréales de sécher et de stocker les produits », a expliqué Dr Ruto.

Selon le Bureau national des statistiques du Kenya, le Kenya a importé en moyenne 295 092 tonnes de maïs par an au cours des cinq dernières années. Les besoins annuels du pays en maïs sont de 52 millions de sacs - pour la consommation humaine, la production d'aliments pour animaux, la multiplication des semences et la fabrication d'autres produits.

RDC : Denis Mukwege, candidat à la présidentielle

Le lauréat du prix Nobel de la paix 2018, Dr Denis Mukwege a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, lors d'une conférence de presse à Kinshasa lundi.

Le docteur Mukwege, gynécologue célèbre pour son engagement en faveur des femmes congolaises victimes de violences sexuelles, est une voix critique du régime du président Tshisekedi depuis plusieurs années.

Il avait toutefois refusé de se présenter aux élections présidentielles de 2018. « J'accepte donc d'être votre candidat à la présidence de la République démocratique du Congo et je vous remercie », a déclaré le Docteur.

Son programme serait organisé autour de 12 piliers, dont les deux principaux sont d'une part la paix, la sécurité et la défense en luttant contre la balkanisation du pays, et d'autre part la justice et l'Etat de droit. Un programme assez cohérent par rapport aux combats et prises de position, de celui que l'on surnomme « L'homme qui répare les femmes ». Cela fait des années qu'il demande la fin de l'impunité.

Le président Félix-Antoine Tshisekedi briguera un second mandat au côté d'une vingtaine d'autres candidats dont Martin Fayulu lors de ce scrutin qui sera couplé aux élections législatives, provinciales et municipales, décryptent nos confrères d'Africanews.

Ouganda : vers la valorisation du métier d'enseignant

Le président Ougandais Yoweri Museveni demande au ministère de l'Éducation d'élaborer un nouveau programme de promotion des enseignants dans tout le pays, afin de les motiver. Le président a déclaré que cela rendrait la profession enseignante plus attrayante.

La directive répondait aux préoccupations soulevées par les enseignants, qui fustigeaient le gouvernement pour ne pas les avoir promus malgré leur éducation améliorée et leur expérience accumulée. Lors de la célébration de la Journée nationale des enseignants, le président Museveni a instruit à son ministre de l'Éducation de créer un programme de services bien défini décrivant le processus de promotion des enseignants.

Actuellement, il n'existe pas de méthode transparente pour promouvoir les enseignants au sein du ministère de l'Éducation. Par exemple, un enseignant qui entre dans le service après avoir terminé ses études a des chances limitées d'être promu malgré son perfectionnement, à moins d'être nommé directeur ou directeur adjoint. M. Museveni a jugé ce système injuste.

Pour illustrer son propos, M. Museveni a fait référence au ministère des Affaires étrangères où les employés sont censés passer du grade six au grade un, quelle que soit leur affectation. Il a exhorté le ministère de l'Éducation à formuler des mécanismes permettant de promouvoir un enseignant tout en continuant d'enseigner. Il a dit que cela pourrait être réalisé par des examens de promotion, la prise en compte de l'expérience accumulée ou l'obtention de qualifications académiques supérieures. Une fois qu'un enseignant est promu d'un poste junior à un poste supérieur ou principal, son salaire devrait augmenter.

Les enseignants ont également présenté plusieurs revendications, qu'ils estiment que le gouvernement devrait satisfaire, compte tenu de leur rôle crucial dans le développement du pays. Ces exigences comprenaient des améliorations des conditions de travail telles que des ressources adéquates en classe, des logements pour le personnel, des environnements sûrs et des charges de travail gérables, qui sont tous essentiels au bien-être des éducateurs et des apprenants, conclut The Monitor.

Revue de la presse régionale réalisée par Benjamin Kuriyo



Le docteur Mukwege, gynécologue célèbre pour son engagement en faveur des femmes congolaises victimes de violences sexuelles est une voix critique du régime.

Les services de GPSB attirent du jour au jour de nouveaux gros bateaux cargos

Un boat dénommé MV GLC3 d'une capacité de 2 mille tonnes, en provenance du port de Kabimba en RDC a accosté ce mardi 3 octobre au matin au port de Bujumbura. Celui-ci contenait 1700 tonnes de clinker de Great Lakes Cement en transit vers le Rwanda. GPSB rassure que ses satisfaisants services ne cessent d'inciter plus d'un à utiliser le port de Bujumbura et invite les opérateurs économiques à leur emboîter le pas et à privilégier la voie lacustre, car elle est moins chère

Selon Déogratias Niyonizigiye, Chef de Service Marketing à Global Port Services Burundi (GPSB), c'est pour la quatrième fois que Great Lakes Cement fait transiter le clinker au port de Bujumbura, une matière première utilisée dans la fabrication du ciment. Cependant, indique-t-il, pour les trois premières fois, l'entreprise faisait transiter 650 tonnes par rotation du bateau.

Aujourd'hui, Great Lakes Cement fait transiter 1700 tonnes de clinker au port de Bujumbura. C'était via un boat dénommé MV GLC3 d'une capacité de 2 mille tonnes, en provenance du port de Kabimba en RDC. Les raisons qui poussent cette entreprise à s'intéresser aux services de Global Port Services Burundi sont que ceux-ci sont moins chers. «La manutention coûte moins cher, soit 12 357 FBu par tonne. Par ailleurs, nous sommes disposés à travailler pendant la nuit voire les week-ends pour rendre tous les services nécessaires à nos clients importateurs à travers le lac Tanganyika. Nos entrepôts disposent d'une capacité suffisante et nos clients bénéficient d'un délai de grâce de 7 jours en ce qui est de l'entreposage de leurs marchandises », informe-t-il avant d'ajouter que malgré la vétusté des grues, GPSB essaie d'assurer leur maintenance. Ce qui facilite le chargement et le déchargement des bateaux.

Moult services offerts par Global Port Services Burundi

M.Niyonizigiye informe que GPSB se distingue par sa manutention rapide des marchandises transportées par bateau ou par camion.



Déo Niyonizigiye, Chef de Service Marketing au port de Bujumbura : « GPSB est disposé à travailler pendant la nuit voire les week-ends pour rendre tous les services nécessaires aux clients importateurs à travers le lac Tanganyika ».

Et de renchéris : « Nous avons également d'autres services comme le remorquage et l'amarrage des bateaux. Cela sans oublier le gardiennage de toutes les marchandises des clients, le transport des marchandises ...

M. Niyonizigiye rappelle que les services de Global Port Services Burundi concernent les cargaisons internes du pays et les marchandises en transit vers d'autres pays. Il indique que le port de Bujumbura est un hub reliant 3 corridors, à savoir : le corridor Central reliant le port de Bujumbura au port de Dar-es-Salaam en Tanzanie, le corridor Sud reliant le port de Bujumbura au port de Durban en Afrique du Sud en passant par le port de Mpulungu en Zambie et le corridor Nord reliant le port de Bujumbura au port de Mombasa au Kenya.

Et de signaler que le port de Bujumbura est connecté à pas mal de ports installés le long du lac Tanganyika. Il cite le port de Kigoma en Tanzanie, le port de Kalemie et le port Kalundu en République Démocratique du Congo (RDC) et le port Mpulungu en Zambie. M.Niyonizigiye confirme que le port de Bujumbura est le plus gros parmi

contraire, si on emprunte la voie routière, le poids des marchandises et du camion ne peuvent pas dépasser 30 tonnes, soit environ 26 tonnes de marchandises ».

M.Niyonizigiye déplore qu'en empruntant la voie terrestre, on s'expose aux longs processus douaniers, aux accidents de la route, bref aux barrières non tarifaires. Ce qui peut augmenter le temps de transit et, partant, augmenter le coût du transport. Les véhicules polluent l'environnement également comparativement aux bateaux et aux trains.

A part que plus de 95% des importations et des exportations passent par le port de Dar-es-Salaam, en utilisant le lac Tanganyika, l'ouverture à l'Afrique Australe constitue un grand atout pour les hommes d'affaires Burundais. Ceux-ci pourraient diversifier leurs approvisionnements.

L'extension du port de Bujumbura, une autre opportunité

M.Niyonizigiye met au courant les



Arrivée du MV GLC3 au port de Bujumbura mardi le 3 octobre 2023 au matin avec à son bord 1700 tonnes de clinker en transit vers le Rwanda.



La grue titan décharge le clinker du bateau MV GLC3 pour le transférer dans des camions.

les ports installés sur le littoral lac Tanganyika. « Celui-ci est d'ailleurs capable d'accueillir des bateaux chargés de conteneurs, du vrac solide, du vrac liquide... », notifie M.Niyonizigiye.

Une perte pour ceux qui n'empruntent pas la voie lacustre

Le Chef de Service Marketing au port de Bujumbura confirme que l'usage du lac Tanganyika (voie maritime) donne plus d'opportunités d'affaires aux opérateurs économiques Burundais.

Il cite à titre illustratif la liaison du port de Bujumbura via le lac pour joindre le port de Dar-es-Salaam. On emprunte aussi le chemin de fer.

Ces deux voies permettent le transport de beaucoup de marchandises, car témoigne-t-il, un bateau peut transporter une quantité pouvant être transportée par plus de 50 camions. Ce qui diminue le coût du transport.

Et de faire remarquer : « Au cas

usagers du port de Bujumbura que la réhabilitation et la modernisation de celui-ci est une étape importante pour rendre facile la vie des investisseurs. Ce projet consiste en la construction d'un terminal à conteneurs ayant une capacité d'accueil de 360 à 400 conteneurs de 20 pieds, le dragage du bassin portuaire, l'acquisition des équipements pour les opérateurs portuaires...

Ce qui va faciliter les échanges commerciaux dans la sous-région.

M. Niyonizigiye invite les autres opérateurs économiques à privilégier la voie maritime car non seulement elle est moins chère, mais aussi elle facilite le transport de grosses quantités de marchandises. GPSB accueille également d'autres produits comme le ciment, le blé, la farine de blé...

Les divisions au sein des églises évangéliques Un paradoxe qui nuit à la cohésion sociale

Les bras de fer au niveau de la représentation des églises « protestantes » deviennent de plus en plus légion. Dans cette chronique sur les messages de haine, on revient sur les divisions observées dans les églises de « réveil » et les conséquences sociales que cela implique. Cas de la province Makamba

de 1972 veulent regagner leurs positions au sein des églises mais, ceux qui sont restés résistent »

Cette résistance au niveau de la représentation finit par causer un schisme entre chrétiens au sein d'une même église. Deux blocs s'observent : les adeptes de ceux qui sont restés dans le pays et ceux des rapatriés.

La haine ethnique s'en mêle

La confrontation au niveau de la représentation dans les églises se fait sur fond de l'appartenance ethnique, les pasteurs rapatriés étant de l'ethnie Hutu, tandis que ceux qui sont restés au pays sont de l'ethnie Tutsi. En se divisant, chaque fidèle essaie de suivre celui qui a la même appartenance ethnique que lui.

Toutefois, précisent les habitants de Mayengo, d'autres raisons comme le partage des dividendes, des offrandes et des dîmes expliquent en partie ces tensions.

Des amis d'hier qui deviennent des ennemis d'aujourd'hui

Les habitants de Mayengo témoignent que ces tensions ont quitté le niveau des églises pour influencer la cohésion sociale. B.A est l'un des adeptes d'une église qui a connu des tensions. Il explique comment il a vu ces tensions déchirer sa communauté

Le rôle de l'église est d'enseigner l'amour, le pardon et la bonne cohabitation sociale. Toutefois, c'est paradoxal d'entendre que ce qui devrait au départ être un havre de paix devient un lieu de confrontation. Des confrontations qui s'accompagnent de messages haineux sur fond d'appartenance ethnique.

K.I originaire de Mayengo peine à concevoir cette situation : « Au lieu de prêcher l'amour, des représentants des églises dressent leurs adeptes les uns contre les autres. Tout simplement pour occuper des postes dans la hiérarchie ecclésiastique. Ça fait honte »

Les violences qui tirent l'origine dans les crises qui ont endeuillé le pays

J. Nduwayo, habitant de Mayengo, commune Nyanza lac commente sur le cas : « le problème qui se présente dans notre communauté oppose en générale les rapatriés et ceux qui sont restés dans le pays. Quand ils rentrent au pays, les rapatriés



C'est paradoxal d'entendre que ce qui devrait au départ être un havre de paix devient un lieu de confrontation.

« les adeptes se regardent avec méfiance. Des enfants issus de ces ménages ne se rendent plus visite. La compréhension mutuelle, l'amour, l'harmonie, la coopération, l'entraide qui les caractérisaient dans le temps ont disparu laissant la place à la suspicion », témoigne M.B qui fréquente également une église protestante de la place.

Pire encore, B.A témoigne que lorsqu'un membre d'un tel groupe est frappé par un malheur ou contracte une maladie, le groupe adverse est tout de suite pointé du doigt. Ces accusations vont aller

même jusqu'à la sorcellerie. Cette situation fait que les membres du premier groupe peuvent aller jusqu'à planifier de faire du mal aux membres du groupe adverse si rien n'est fait pour les amener à émettre sur une même longueur d'ondes.

L'administration n'est pas distraite

Onesphore Niyongendako, secrétaire permanent de la commune Nyanza lac dit être au courant des cas de division des adeptes issus d'une même église à cause des conflits entre les

représentants qui ne s'entendent pas.

Face à cette situation, l'administration ne reste pas indifférente : « Chaque fin du mois, nous rassemblons les représentants des églises des séances de pacification. Nous leur recommandons de ne pas s'écarter de la parole de Dieu, d'enseigner la bonne cohabitation et l'amour du prochain à leurs fidèles au risque de subir des sanctions administratives. »

Dona Fabiola Ruzagiriza

SOCIÉTÉ

Il faut avoir un œil critique sur les discours divisionnistes des dirigeants

Les leaders d'opinion utilisent des propos divisionnistes pour leurs fins. Certains habitants de Nyanza lac l'ont bien compris. Et pour le sociologue Blaise Izerimana, la population doit dépasser les intérêts de certains leaders qui sèment la division dans la communauté

La commune Nyanza-lac n'est pas épargnée par les propos qui divisent la société. Ces derniers expliquent que ces propos sont tenus par les leaders d'opinion, surtout les leaders des partis politiques incitant à leurs membres à s'en prendre à leurs adversaires politiques en les qualifiant d'ennemis de la nation, de méchants, d'hypocrites, d'espions, de dangereux criminels, etc. »

Nyandwi, un habitant de Mayengo témoigne que ces discours sont chaque fois accompagnés d'un message exhortant leurs partisans à ne plus cohabiter avec ceux qui sont considérés comme des adversaires. Il explique que ce genre de discours se manifeste à l'approche des élections.

Pour Nyandwi et les autres habitants de Mayengo, la raison de cette attitude s'explique par la peur de perdre les élections et donc les dividendes que ces leaders tirent des postes qu'ils occupent.

Ce genre de discours, une bombe à retardement

Les gens qui écoutent ces discours



Blaise Izerimana, socio-anthropologue : « un peuple non informé devient la proie facile des dirigeants qui propagent les messages de haines divisionnistes ».

qui divisent ne développent pas l'esprit critique. Blaise Izerimana, socio-anthropologue explique que des gens, sur fond d'appartenance à leurs partis politiques ou groupes, peuvent se dresser les uns contre les autres et se livrer à des actes de violence comme le kidnapping voire s'entretuer. Il rappelle également que dans le passé du Burundi, toutes les violences qui ont eu lieu ont

débuté par des messages de haine propagés par des leaders politiques, religieux, etc.

Selon lui, ces discours tendancieux, pleins de haine, visent à séparer les gens et à semer la haine au sein de la communauté pour atteindre tel ou tel autre objectif, mais avec risque d'aboutir à la violence. « Les membres des différents partis se

regardent en chien de faïence. Le vivre-ensemble devient impossible, laissant place à l'animosité », déplore-t-il.

Dépasser les intérêts des dirigeants

Pour le socio-anthropologue Izerimana, la population devrait

être au courant des enjeux qui se cachent derrière les discours des dirigeants. « Nous sommes dans une société où certains individus visent leurs intérêts sans se soucier de ceux des autres. Certains responsables des groupes n'ont pas peur de propager des messages de haine pouvant même être facteurs de violence entre les groupes adversaires », explique-t-il.

Selon lui, la population, quelques soient les différents groupes ou partis politiques auxquels elle adhère, doit rester unie et dépasser les intérêts de certains leaders qui sèment la division dans la communauté.

A l'Etat, le socio-anthropologue Izerimana, recommande de punir sérieusement ceux qui véhiculent des discours qui dressent la population les uns contre les autres et d'envisager une sensibilisation auprès de la population pour qu'elle soit sensible aux messages haineux. « Un peuple non informé devient la proie facile des dirigeants qui propagent les messages de haine divisionnistes », fait-il savoir.

Onesphore Niyongendako, secrétaire permanent de la commune Nyanza lac affirme qu'en tant qu'administratif si de tels cas se manifestent, le coupable sera puni conformément à la loi. « Nous demandons à la population de toujours veiller à ce que les dirigeants ne perturbent et ne les divisent pas.

Dona Fabiola Ruzagiriza



***"Des livres de rapport qui captivent
l'esprit et inspirent l'innovation -
découvrez les impressions
chez Hope Design !"***

 (+257)22 27 59 44 (+257) 61 103 103/79 101 111  hopedesign@hopedesign.bi

 [Imprimerie.hopedesign.3](https://www.facebook.com/Imprimerie.hopedesign.3)  [@hopedesignimprimerie](https://www.instagram.com/@hopedesignimprimerie)  [hopedesign1](https://twitter.com/hopedesign1)

 www.hopedesign.bi  Siègè: Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'EX-BINUB